

AGIR



Sénégal : les femmes prennent les choses en main



EPER
Pain pour
le prochain.

Ukrainien·ne·s
S'implanter en Suisse

Compensation carbone
Une menace pour les droits fonciers dans le Sud

- 3 À LA UNE
Israël-Palestine :
escalade de la violence
- 4 PROJET SOUS LA LOUPE
Hautement qualifié-e –
et ensuite ?

8 DOSSIER

Sénégal: un nouvel équilibre dans le Ferlo

Les répercussions des changements climatiques menacent le mode de vie des familles pastorales. L'EPER accompagne en particulier les femmes dans leur quête d'un nouvel équilibre et de moyens de subsistance stables pour elles et pour les générations futures.

- 16 BONNES NOUVELLES
- 17 POLITIQUE
La compensation carbone :
un leurre
- 18 PROJET SOUS LA LOUPE
Le casse-tête de l'accès
aux droits sociaux
- 20 EN BREF
- 21 OFFRIR SON AIDE
Offrir un cadeau, c'est bien.
Offrir un cadeau qui a du sens,
c'est encore mieux.

Chères lectrices, chers lecteurs,

La spirale de la violence au Proche-Orient semble ne jamais prendre fin. Les terribles attaques du Hamas et d'autres groupes armés à l'encontre des civil-e-s israéliens ont été suivies par l'inévitable riposte d'Israël et les bombardements massifs sur la bande de Gaza. Des deux côtés, c'est la population civile – avec des milliers de mort-e-s et de blessé-e-s – qui paye les frais de l'échec multiple et durable de la politique et de la diplomatie, du mépris des droits humains fondamentaux, de l'absence de volonté de compromis et de l'aveuglement idéologique.

Dans ce contexte, garder l'espoir et la confiance en une paix juste et durable au Proche-Orient n'est pas chose aisée. Malgré cela, à l'EPER, nous sommes plus que jamais convaincu-e-s que seule la reconnaissance mutuelle du droit à une vie dans la dignité et à la liberté, seule la volonté de comprendre, pour le moins, l'histoire douloureuse de l'autre camp et seule une réflexion commune sur des formes non violentes de vivre ensemble au-delà des différences religieuses et politiques permettront de mettre un jour un terme aux effusions de sang. Nous continuerons à tout mettre en œuvre, dans le cadre de nos projets, pour que ces résolutions deviennent réalité.

Cette année encore, nos « ciné-lunchs », qui se sont déroulés en août et en septembre dans plusieurs villes de Suisse et qui marquent le début de la campagne nationale de l'EPER, ont rencontré un vif intérêt. Intitulé *Ferlo – À la recherche d'un nouvel équilibre*, le film de cette année nous emmène en voyage au Sénégal. Il décrit le quotidien d'Oumou Sow, une femme courageuse qui s'engage avec détermination et créativité pour l'avenir de sa famille et tente de faire face aux défis posés par les changements climatiques tout en préservant un mode de vie traditionnel.

Si vous avez manqué la projection du film, vous pouvez le regarder en ligne sur www.eper.ch/nouvelles-perspectives. Je vous recommande vivement de lire aussi, dans ce numéro, le dossier passionnant à ce sujet (pages 8 à 15).

Je vous souhaite une agréable lecture et vous remercie de tout cœur pour votre intérêt et votre précieux soutien

Impressum

Le magazine de l'Entraide Protestante Suisse paraît 4 fois par année Tirage édition française 20 000
Rédaction Daniel Tillmanns Rédaction photos Ester Unterfinger Traductions EPER Correction EPER
Concept graphique Agence Crafft Mise en page Stefan Schäer Impression Druckerei Kyburz Papier Nautilus superwhite FSC Abonnement CHF 10.-/an déduit une fois par an de votre don Adresse Chemin de Bérée 4A, case postale 536, 1001 Lausanne +41 21 613 40 70 info@eper.ch Compte pour les dons EPER Entraide Protestante Suisse, CH61 0900 0000 1000 1390 5



B. DuPasquier

Bernard DuPasquier
Directeur a. i.



Escalade de la violence

Les attaques brutales du Hamas et d'autres groupes armés à l'encontre d'Israël et de la population civile israélienne le 7 octobre dernier ont entraîné une escalade de la violence sans précédent. Depuis le début des combats, des milliers de personnes ont perdu la vie et des dizaines de milliers d'autres ont été blessées, parfois grièvement. À cela s'ajoutent environ un million de déplacé-e-s internes, qui ont fui vers le sud de la bande de Gaza ou ont été évacués dans d'autres parties d'Israël. L'EPER condamne les attaques contre la population civile des deux côtés.

L'œuvre d'entraide est présente depuis de nombreuses années dans la région. Elle s'engage pour le dialogue et la compréhension mutuelle et soutient la population civile dans la revendication de ses droits fondamentaux. Grâce à une coopération étroite avec ses organisations partenaires israéliennes et palestiniennes de longue date, sur lesquelles l'EPER peut s'appuyer, et avec les autres

organisations humanitaires internationales actives dans la zone de guerre, de premières mesures d'urgence ont pu être mises en place peu après le début des combats pour soutenir les personnes déplacées internes dans la bande de Gaza.

Des colis alimentaires sont en outre distribués à des personnes réfugiées à Khan Younès, dans le sud de la bande de Gaza. D'autres déplacé-e-s ont reçu de l'argent en espèces pour satisfaire leurs besoins de base.

La population civile démunie dépendra encore longtemps de notre soutien. Au cours des semaines et des mois à venir, les besoins les plus urgents concerneront les denrées alimentaires, les articles d'hygiène, l'accès à l'eau, à l'électricité et aux soins médicaux ainsi que le matériel pour construire des hébergements d'urgence pour l'hiver. Outre ces biens de première nécessité, les personnes touchées par le conflit ont besoin d'un soutien psychosocial.

Texte Samuel Berner

Photo Keystone

Pour plus d'informations :

↳ www.eper.ch/aide-urgence-israel-palestine



Faire un don ici :

CH61 0900 0000 1000 1390 5

Avec la mention :

Aide d'urgence Israël/Palestine

Faites un don avec
TWINT !



Scannez le code QR avec l'app TWINT



Confirmez le montant et le don



Hautement qualifié·e – et ensuite ?

INCLUSION EPER MosaiQ aide les migrant·e·s qualifiés à s'insérer sur le marché du travail en Suisse. Actuellement, bon nombre d'Ukrainien·ne·s font appel à ses antennes régionales. C'est le cas de Yevghenija Borysenko et de Mariana Tabarkevych.

Yevghenija Borysenko vivait à Kiev avec son mari et leurs deux enfants quand les premières bombes sont tombées sur la ville. Ils ont décidé que Yevghenija et les enfants iraient se mettre en sécurité à l'étranger, tandis que le mari resterait à Kiev. Ils n'ont pris que le strict nécessaire, car ils ne pensaient pas que la situation perdurerait. Les larmes aux yeux, Yevghenija Borysenko essaye de ne pas se laisser submerger par l'émotion : « Nous avons plein de projets d'avenir ! »

Aujourd'hui, un an et demi plus tard, elle vit toujours à l'étranger, à Aeschi bei Spiez, dans le canton de Berne. Avec elle se trouvent son fils de 12 ans, sa fille de 11 ans et ses parents, qui les ont rejoints un an plus tard.

Un salaire ukrainien en Suisse

Yevghenija Borysenko a 42 ans. Elle a étudié la médecine en Ukraine, avant de travailler pendant dix ans comme doc-

tesse. Après la naissance de ses enfants, elle est devenue conseillère médicale dans une multinationale pharmaceutique. Dans ce cadre, elle effectuait des activités de recherche, de conseil, de formation et donnait des présentations, principalement en lien avec des projets de développement et de commercialisation. Les personnes qui occupent ce type de poste sont généralement des médecins ou des scientifiques expérimentés.

Yevghenija Borysenko peut continuer à exercer son travail depuis la Suisse, car l'entreprise qui l'emploie a mis en place un dispositif de télétravail pendant la pandémie de COVID-19, qu'elle a maintenu après le déclenchement de la guerre. Actuellement, elle travaille à 100 % et gagne CHF 1650 par mois – un salaire ukrainien. Comme cette somme ne suffit pas en Suisse, la commune où elle vit prend en charge le loyer et l'assurance maladie de la famille.

Le soutien de MosaiQ

Yevghenija Borysenko raconte qu'elle était comme paralysée la première année en Suisse : « J'attendais juste la fin de la guerre. » Puis, son mari et elle ont compris que la guerre ne se terminerait pas de sitôt. « J'ai décidé de me construire une nouvelle vie en Suisse. » Afin de s'orienter professionnellement, elle a fait appel aux conseils d'EPER MosaiQ. Ce service régional soutient l'insertion professionnelle des personnes migrantes qualifiées.

Si les raisons pour lesquelles les personnes émigrent en Suisse sont très variées, la plupart de ces personnes ont un point en commun : elles restent longtemps dans le pays, voire s'y installent définitivement. Il est important que les nouveaux arrivant·e·s puissent rapidement travailler, affirme Stephan Probst, responsable du service MosaiQ à Berne et à Aarau : « Un métier offre une structure, facilite l'apprentissage de la langue, favorise les contacts sociaux, garantit un revenu et donc l'indépendance financière. » Trouver un poste correspondant à ses qualifications permet aussi de se sentir valorisé·e, ce qui est essentiel à la bonne santé mentale. En outre, les personnes migrantes peuvent aider à pallier le manque de main d'œuvre qualifiée en Suisse. « Elles apportent un énorme potentiel. Nous devrions l'exploiter », déclare Stephan Probst.

L'accès au marché du travail helvétique n'est pas simple pour les personnes migrantes. EPER MosaiQ les conseille et les accompagne individuellement. « Souvent, elles souhaitent d'abord savoir quelles possibilités s'offrent à elles en

MosaiQ en chiffres

Depuis 2017, les services spécialisés d'EPER MosaiQ offrent des conseils et un accompagnement aux personnes migrantes qualifiées dans les régions de Berne, d'Argovie, de Zurich et de Suisse orientale. Chaque année, environ 400 personnes bénéficient des prestations d'EPER MosaiQ. Près de 25 personnes par an font reconnaître leurs diplômes et 50 à 70 personnes trouvent un poste, un stage ou une formation continue. Cette année, 402 individus ont profité des consultations (état fin août), dont 242 originaires d'Ukraine.

➤ www.eper.ch/mosaiq





Planifier ensemble son avenir professionnel : Yevghenija Borysenko (à gauche) avec sa conseillère MosaiQ Denise Stalder.

« Les personnes migrantes apportent un énorme potentiel. Nous devrions l'exploiter. »

Stephan Probst

Suisse en fonction de leurs diplômes et de leurs expériences professionnelles. Ou si elles peuvent faire reconnaître leurs diplômes. D'autres encore aimeraient poursuivre leurs études, explique Stephan Probst. Nous aidons ces personnes à chercher des offres de formation ou de formation continue, un stage ou un emploi adapté. »

Retour à l'hôpital

« Dans le cas de Yevghenija Borysenko, nous avons regardé si elle pouvait s'ins-

« J'ai décidé de me construire une nouvelle vie en Suisse. »

Yevghenija Borysenko

crire au registre national des professions médicales (MedReg) », raconte sa conseillère, Denise Stalder. Régulièrement, des professionnel-le-s de santé de pays tiers se renseignent auprès de MosaiQ sur la possibilité d'exercer leur métier. « Les médecins des pays tiers ne peuvent pas faire reconnaître leur diplôme en Suisse, explique Denise Stalder. Cependant, une fois qu'ils sont inscrits au MedReg, ils peuvent travailler comme médecin-assistant-e dans certains cantons. Ils peuvent ensuite repasser l'examen d'État ou la partie écrite de l'examen. »

Pour pouvoir être inscrite au MedReg, Yevghenija Borysenko a dû fournir de nombreux documents : son diplôme, tous ses certificats d'études, mais aussi un document du ministère de la Santé d'Ukraine attestant qu'elle était bien autorisée à exercer comme médecin dans son pays. Elle a dû faire traduire tous ces documents et les faire certifier conformes par un-e notaire. Denise Stalder l'a aidée dans ces démarches administratives longues et éprouvantes. Mais le jeu en valait la chandelle : depuis octobre, Yevghenija Borysenko est inscrite au MedReg.

Nouveau départ pour Mariana Tabarkevych

« Experte hautement qualifiée, efficace et dotée d'une expérience de longue date en direction dans l'administration publique » : telle est la première phrase du CV de l'Ukrainienne Mariana Tabarkevych. Cette mère de 41 ans s'est réfugiée en Suisse il y a deux ans, avec sa sœur et ses deux enfants. En Ukraine, elle a étudié l'allemand, l'anglais et le droit internatio-

Projet sous la loupe

« Je ‹ fais le lien › entre les institutions, les services publics et les Ukrainien-ne-s. »

Mariana Tabarkevych

nal et a obtenu son master en gestion d'administration publique. Dernièrement, elle occupait le poste de maire adjointe d'une commune d'environ 52 000 habitant-e-s, dans l'ouest de l'Ukraine.

Depuis la crise de la Crimée en 2014, de nombreuses personnes se sont déplacées à l'ouest du pays, où Mariana Tabarkevych travaillait comme fonctionnaire et accueillait des réfugié-e-s chez elle. Aujourd'hui, elle est elle-même réfugiée et doit recommencer à zéro. Ses bonnes connaissances en allemand et son ambition sont un atout pour elle.

Faire le lien

Mariana Tabarkevych vit dans un appartement de location avec son fils de 11 ans et sa fille de 13 ans à Lenzbourg, dans le canton d'Argovie. Elle a postulé auprès de l'administration de la ville, car elle parle parfaitement allemand et souhaite devenir interprète pour les réfugié-e-s ukrainiens. La ville de Lenzbourg l'a engagée pour assurer l'accompagnement de réfugié-e-s dans un petit hôtel de la ville qui héberge aujourd'hui des Ukrainien-ne-s. Actuellement, 44 personnes y vivent, dont 12 enfants et jeunes en âge scolaire. Pour eux, la vie n'est pas simple.

Mariana Tabarkevych a installé son bureau à l'hôtel de Lenzbourg. « J'y travaille depuis un an et j'essaie de soutenir autant que possible – notamment moralement – les personnes qui vivent dans ce logement. J'assure l'interprétariat pour elles, je prends des rendez-vous, je les accompagne chez le médecin ou à l'hôpital, aux réunions de parents d'élèves ou auprès des autorités. Je ‹ fais le lien › entre les institutions, les services publics et les Ukrainien-ne-s. »



Mariana Tabarkevych souhaite rester en Suisse. C'est pourquoi elle a contacté MosaiQ.

MosaiQ comme tremplin

Mariana Tabarkevych aime son travail au sein de l'hébergement pour réfugié-e-s, car il lui permet de s'engager socialement. Mais le poste est à durée déterminée et elle regrette de ne pas pouvoir déployer son potentiel plus longtemps. « J'ai vraiment besoin d'une perspective d'évolution professionnelle, d'un travail qui correspond à mes qualifications », explique-t-elle. Mariana Tabarkevych aimerait rester durablement en Suisse avec ses enfants. Elle a donc eu recours à l'offre de conseils de MosaiQ, que l'EPER propose sur mandat du canton.

Avec sa conseillère d'EPER MosaiQ Argovie, Rosa Lili Rocabado, Mariana Tabarkevych a mis à jour son CV, fait évaluer ses diplômes, réalisé un bilan de compétences et étudié ses possibilités d'évolution professionnelle en Suisse. « Comme ses études de philologie en allemand et en anglais correspondent à un bachelor et qu'elle a un très bon niveau d'allemand, elle pourrait aisément devenir profes-

« Certes, les personnes au statut S peuvent tout de suite travailler. Mais, comme elles ne peuvent rester en Suisse que pendant une durée limitée, elles ne sont pas intéressantes pour la plupart des employeuses et des employeurs. »

Rosa Lili Rocabado





« J'ai vraiment besoin d'une perspective d'évolution professionnelle, d'un travail qui correspond à mes qualifications. »

Mariana Tabarkevych

seure d'allemand pour les adultes », affirme sa conseillère. Pour cela, elle devrait toutefois passer un test d'allemand et décrocher le niveau C2. La collaboratrice de l'EPER a effectué les démarches pour qu'elle suive le cours correspondant. Mariana Tabarkevych fréquente donc deux fois par semaine la Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW).

Mais plutôt qu'enseigner l'allemand, elle aimerait devenir gestionnaire de pro-

jets dans le secteur public. Elle a donc déjà suivi plusieurs cours de formation continue dans ce domaine. Comme son poste actuel se termine fin 2023, elle cherche une solution pour la suite – un travail qui réponde à ses ambitions, mais surtout qui lui permette de garantir ses moyens de subsistance l'année prochaine. Car ce qu'elle souhaite par-dessus tout, c'est devenir indépendante financièrement.

Deux problèmes

Selon Rosa Lili Rocabado, le statut S a des avantages et des inconvénients : « Certes, les personnes au statut S peuvent tout de suite travailler. Mais, comme elles ne peuvent rester en Suisse que pendant une durée limitée, elles ne sont pas intéressantes pour la plupart des employeuses et des employeurs. Elles essuient donc des refus pour des postes pour lesquels elles seraient compétentes. » Compte tenu de la pénurie de main d'œuvre qualifiée en Suisse, Rosa Lili Rocabado déplore cette situation.

Un autre problème tient au fait que les réfugié-e-s et les migrant-e-s ne maîtrisent souvent pas l'allemand. « Les personnes intéressées peuvent demander une consultation auprès de MosaiQ uniquement si elles ont au moins un niveau A2 en allemand », explique Rosa Lili Rocabado. Le niveau A2 correspond à une maîtrise minimale de la langue pour comprendre et communiquer. Sans ces connaissances de base, postuler sur le marché du travail n'a guère de sens. Pour Rosa Lili Rocabado, il est donc essentiel que les Ukrainien-ne-s aient rapidement accès à des cours d'allemand.

Si la maîtrise de l'allemand n'est pas un problème pour Mariana Tabarkevych, Yevghenija Borysenko doit quant à elle encore consacrer beaucoup de temps à l'apprentissage de la langue : un niveau B2 est requis pour le poste auquel elle aspire. Ce niveau, elle ne l'atteindra pas tout de suite. Mais elle pense y arriver d'ici le printemps prochain. Elle se mettra alors à chercher un emploi.

Texte Bettina Filacanova

Photos Nik Hunger/Ester Unterfinger

Hébergement pour les personnes en fuite :
à l'hôtel Lenzburg, Mariana Tabarkevych aide 44 femmes, hommes et enfants à relever les défis quotidiens.

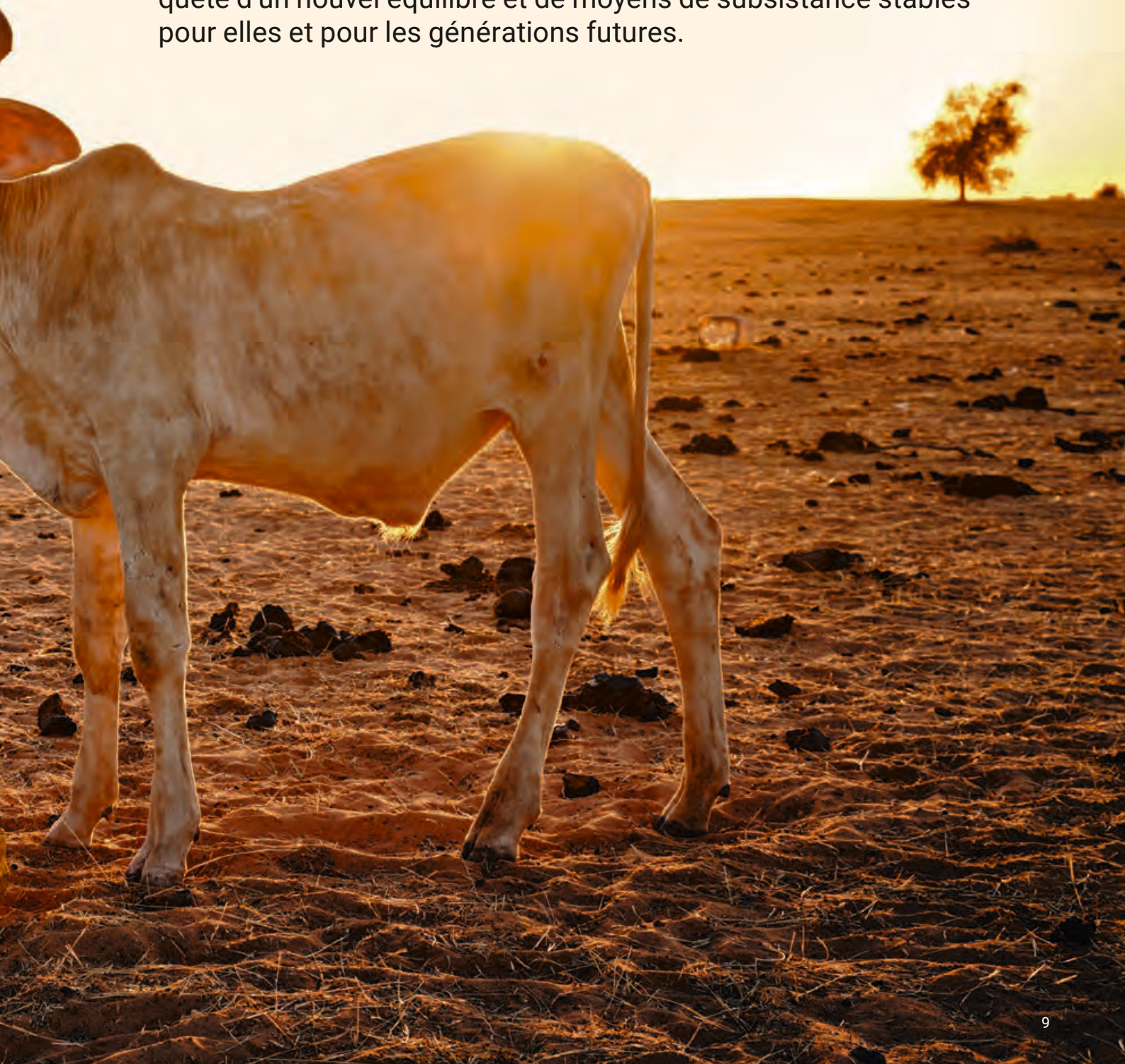


A woman with a green headwrap and a red patterned top is milking a white cow in a dry, open landscape. She is wearing a black and white patterned skirt and has a yellow bucket on the ground. The background shows a sunset over a flat, arid plain with a few scattered trees.

Un nouvel équilibre dans le Ferlo

DROIT À LA TERRE ET À L'ALIMENTATION

Chaleurs extrêmes, manque de précipitations et érosion des sols : dans la savane sénégalaise du Ferlo, à l'extrémité ouest du Sahel, les répercussions des changements climatiques se font davantage sentir chaque année. Les moyens de subsistance des communautés peules, qui reposent sur l'élevage de bétail, sont de plus en plus sous pression. L'EPER accompagne donc les familles d'éleveuses et d'éleveurs dans leur quête d'un nouvel équilibre et de moyens de subsistance stables pour elles et pour les générations futures.



« Le dérèglement climatique me fait peur. »

Fatimata Ba

Quand on lui demande combien de vaches elle possède, Fatimata Ba ne répond pas. Chez les Peul-e-s, se renseigner sur le nombre de bêtes que possède quelqu'un ne se fait pas, car compter les vaches porterait malheur et entraînerait la mort de l'une d'elles.

Dans cette communauté, presque tout tourne autour des vaches. Un grand troupeau est synonyme de prospérité et de considération. L'élevage et la vente de vaches, mais aussi de moutons et de chèvres, sont la principale source de revenus des familles. Pour les Peul-e-s, leurs bêtes sont donc une sorte de placement, mais aussi des compagnes qu'ils traitent avec respect et avec lesquelles ils vivent dans une symbiose affectueuse.

Fatimata Ba nous propose de voir son troupeau. Elle nous explique que son beau-fils part chaque jour avec les vaches à la recherche d'herbe fraîche dans la savane. À cette heure-là, il les mène, comme chaque soir, au château d'eau situé à environ sept kilomètres de là pour les faire boire. Nous acceptons sa proposition et Fatimata Ba et nous nous serrons, à quatre, sur le siège arrière de la jeep.

Des plaines à perte de vue

Ce qui devait être une simple visite se transforme rapidement en recherche. Dans le Ferlo, les cartes, les indications de lieu et les routes n'existent pas, elles sont remplacées par un enchevêtrement de chemins de terre, des arbres dénudés, de temps à autre un baobab majestueux et quelques profondes fosses d'érosion, que nous devons contourner. Pour s'orienter, notre chauffeur se sert des hameaux des familles peules : entourés par des clôtures de branches sèches, ils surgissent par intermittence dans la savane.

Nous ne trouvons pas le troupeau. Fatimata Ba téléphone à son beau-fils, qui lui dit qu'il se rend à un autre château d'eau, car le premier était en panne. D'après Fatimata Ba, c'est assez courant. Autrefois, les habitant-e-s de la région dépendaient des rares points d'eau naturels. Puis, dans les années 1950, l'État a commencé à creuser des puits profonds. Des pompes équipées d'un moteur à essence vont chercher l'eau à quelque 260 mètres de profondeur. Cette eau peut ensuite être récupérée au niveau des châteaux d'eau, moyennant paiement, bien sûr. La précieuse ressource est recueillie dans de grands bidons, puis ramenée à la maison dans des charrettes tirées par des ânes. Une autre solution est de se rendre une fois par jour au château d'eau avec ses bêtes.

Un fragile équilibre

Le Ferlo est la région du Sénégal où l'eau est la plus rare. Il n'y pleut que 300 mm par an, et ce, uniquement pendant la saison des pluies, entre juillet et septembre. Dans une région aussi

aride, où l'agriculture est impossible, l'élevage nomade des Peul-e-s est, depuis des siècles, la forme d'utilisation du sol la plus adaptée, qui préserve en outre l'écosystème fragile. Pendant la saison des pluies, la savane du Ferlo est recouverte d'herbe verte, offrant une bonne quantité de fourrage au bétail. Mais plus la saison des pluies se fait attendre, plus l'herbe se fait rare. Quand il n'en reste plus un brin, les Peul-e-s rassemblent tous leurs biens et les mettent sur une charrette avant de partir en direction du sud avec leurs troupeaux, vers les régions fertiles du Sénégal. Là, le bétail peut brouter les champs où la récolte a déjà lieu. Ce faisant, ils laissent des excréments, qui fertilisent le sol. Tout le monde y gagne. Puis, au début de la saison des pluies, les Peul-e-s reviennent dans le Ferlo avec leurs bêtes. Ce système bien rodé est aujourd'hui menacé.

« Nous percevons les changements »

Enfin, nous trouvons le troupeau de Fatimata Ba. Nous sommes impressionnés par les immenses cornes des vaches qui nous regardent stoiquement, mais aussi par leur nombre : elles doivent être une centaine. Comment elles arrivent à

À la recherche de pâturages : lorsque le temps devient trop sec dans le Ferlo, les Peul-e-s mettent leurs biens sur une charrette tirée par un âne et partent vers le sud avec leurs troupeaux.





Une savane sèche et poussiéreuse : Fatimata Ba a de plus en plus de mal à trouver de la nourriture pour ses vaches.

manger à leur faim dans cette savane aride est un mystère. D'après Fatimata Ba, la situation ne cesse d'empirer.

Ces dernières années, la région du Sahel est de plus en plus touchée par des sécheresses extrêmes. Dans le Ferlo, la saison des pluies commence chaque année un peu plus tard et il pleut de moins en moins. La nature s'adapte : les arbres feuillus disparaissent, tandis que les buissons épineux et les herbes invasives, boudées par les bêtes, se multiplient. Le manque de fourrage contraint nombre de Peul-e-s à partir de plus en plus tôt avec leurs bêtes, les itinéraires et les périodes de transhumance sont perturbés : « Depuis quatre ou cinq ans, nous percevons ces changements, témoigne Fatimata Ba. Le dérèglement climatique me fait peur. »

« Dans le Ferlo, les infrastructures et les centres médicaux étaient presque inexistantes, et le taux d'analphabétisme était élevé. »

Safiatou Baldé Loum

« Les changements climatiques représentent un véritable défi pour la population du Ferlo et le bétail. Un défi parmi d'autres », affirme Safiatou Baldé Loum, secrétaire exécutive du Centre d'études de recherche et de formation en langues africaines (CERFLA). Cette organisation partenaire de l'EPER au Sénégal œuvre depuis 25 ans pour les habitant-e-s du Ferlo. Le CERFLA défend l'idée qu'en renforçant leurs capacités et leurs compétences, les communautés deviennent plus résilientes face à la misère et aux bouleversements climatiques.

Développement des capacités

Nous rencontrons Safiatou Baldé Loum dans le petit bureau du CERFLA, à Linguère, une ville au cœur du Ferlo. « Quand nous avons commencé à travailler dans le Ferlo, les infrastructures et les centres médicaux étaient presque inexistantes, et le taux d'analphabétisme était élevé, se souvient-elle. Nous avons donc lancé des cours d'alphabétisation en pulaar, la langue locale. » Outre l'alphabétisation, le CERFLA a beaucoup investi afin de mobiliser les organisations de base dans les villages et les communautés. « Il faut des interlocutrices et des interlocuteurs sur place, qui s'organisent, qui expriment leurs besoins et leurs préoccupations », explique Safiatou Baldé Loum.

« Aujourd’hui, je sais tout produire à partir du lait : du lait sucré, du yogourt, du fromage. »

Adjï Daf

Les résultats sont encourageants : le CERFLA travaille avec neuf organisations de base, organisations de femmes et groupements d'éleveuses et d'éleveurs locaux, qui comptent 7000 membres actifs dans 200 villages, dont 80 % de femmes. Ces dernières ont appris à lire, à écrire et à compter grâce au CERFLA. Nombre d'entre elles prennent désormais la parole lors de manifestations publiques, et certaines s'engagent même en politique, occupent des fonctions publiques et défendent leurs intérêts et le développement local. Aujourd'hui, une route goudronnée relie le Ferlo au reste du pays, il y a des lignes électriques, des centres médicaux dans les localités importantes et des écoles publiques dans de nombreux villages.

Adaptation aux changements

La chaleur et la sécheresse accrues contraignent les Peul-e-s à chercher de nouvelles sources de revenus. En outre, nombre de parents ont scolarisé leurs enfants et ne veulent plus qu'ils manquent l'école la moitié de l'année. Certaines familles ont donc abandonné leur vie nomade et réduit leurs troupeaux.

Le CERFLA les accompagne dans le développement de nouvelles sources de revenus, notamment la transformation et la commercialisation des produits locaux, car elles recèlent un potentiel largement inexploité. « Nous avons constaté que certains produits appréciés dans les villes, comme les jujubes

sauvages ou les dattes du désert, étaient vendus bruts. Nous nous sommes dit : Pourquoi ne pas transformer ces produits afin de leur donner une valeur ajoutée ? », se souvient Safiatou Baldé Loum. Le CERFLA organise donc des formations grâce auxquelles des femmes, principalement, apprennent à



Quatre laiteries autogérées ont vu le jour dans le Ferlo. « La transformation du lait est un énorme bénéfice pour nous », déclare Adjï Daf.

« Beaucoup de choses ont changé depuis que je sais compter et écrire. »

Oumou Sow vit à Barkédji avec son mari, Mamadou, et leurs cinq enfants. Enfant, elle n'était pas allée à l'école, puis avait été mariée à dix ans. Grâce au cours d'alphabétisation du CERFLA, beaucoup de choses ont changé dans sa vie : « Depuis que je sais lire, écrire et compter, je peux calculer mes dépenses et mes recettes. J'ai appris que je peux mettre de côté une partie de mes revenus et les investir dans d'autres activités. »

Oumou Sow a aménagé un petit potager dans sa cour, elle prépare des gâteaux à base de jujubes, elle vend des glaces faites maison à l'hibiscus et au baobab et livre son lait à la laiterie de Barkédji. Grâce à ces activités, ses enfants peuvent aller à l'école et sa famille parvient à joindre les deux bouts pendant les saisons sèches, toujours plus longues et plus arides.

Oumou Sow est la protagoniste principale du nouveau film de l'EPER *Ferlo – À la recherche d'un nouvel équilibre*.

Voir le film : www.eper.ch/senegal-film





transformer facilement les produits locaux afin d'en tirer un meilleur prix. Les dattes du désert sont notamment utilisées pour produire de l'huile ou du sirop, et les jujubes pilés pour préparer de petits gâteaux cuits à la vapeur.

Un potentiel inexploité

Dans le Ferlo, le lait est un produit essentiel. Durant la saison des pluies, les Peul-e-s ont toujours du lait en abondance. Grâce aux formations organisées par le CERFLA, les femmes apprennent des techniques pour transformer ce lait en beurre clarifié. Avec le soutien du CERFLA, les groupes de femmes ont aussi commencé à créer de petites laiteries, auxquelles les éleveuses peuvent vendre leurs excédents de lait. Quelques femmes ont bénéficié de formations pour apprendre à transformer le lait en yogourt et en fromage.

Accompagnés de Safiatou Baldé Loum, nous nous rendons à Barkédji, un village situé à environ 30 km de Linguère, pour visiter une laiterie gérée par un groupe de femmes. Nous y rencontrons Adjé Daf, qui est en train de fabriquer du yogourt. Avec des gestes sûrs, elle fait chauffer le lait sur le gaz, le laisse refroidir au bain-marie, contrôle la température, puis ajoute les ferments. « Mon papa avait beaucoup de bêtes, nous raconte-t-elle. Pendant la saison des pluies, nous avons toujours du lait en abondance. Nous en remplissons des calebasses, que nous vendons ensuite à la gare routière. À la fin de la journée, tout le lait que nous n'avions pas vendu avait tourné : nous étions obligés de le jeter. Aujourd'hui, je sais tout produire à partir du lait : du lait sucré, du yogourt, du fromage. »

Sénégal

Le Sénégal est considéré comme l'un des pays les plus stables d'Afrique sur les plans politique et économique. Pourtant, 38 % de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Les personnes qui vivent dans les régions rurales sont particulièrement touchées.



Population :

16,7 millions

Dont dépendant
de l'agriculture, de l'élevage
et de la pêche :

60%

La savane faiblement peuplée
du Ferlo occupe plus
d'un quart de la surface
du pays.

« Quand je vois que ce sont surtout les femmes qui prennent des initiatives, je suis confiante. »

Safiatou Baldé Loum

Quatre laiteries autogérées ont déjà vu le jour. Elles vendent leurs produits sur le marché, mais aussi aux écoles de la région. « En ces temps de changements climatiques et d'inflation galopante, les laiteries procurent aux femmes des revenus complémentaires modestes mais sûrs », se réjouit Safiatou Baldé Loum. Et Adji Daf d'ajouter : « Ici, en Afrique, ce sont les femmes qui achètent des vêtements pour les enfants, qui payent leurs frais de scolarité et leurs cahiers, qui préparent le déjeuner, le dîner et le souper. La transformation laitière est un grand bénéfice. »

D'immenses défis

Grâce à la transformation et à la vente de produits transformés, les familles peuvent diversifier leurs revenus. De nombreuses femmes ont monté leur petite entreprise et contribuent désormais considérablement au revenu de leur ménage. « Les gens d'ici ont pris conscience que le changement ne viendra pas des autres, affirme Safiatou Baldé Loum. Quand je vois que ce sont surtout les femmes qui prennent des initiatives, je suis confiante. »

Il est en effet impressionnant de constater tout ce qui a été accompli ici en 25 ans. Toutefois, un coup d'œil au troupeau de Fatimata Ba suffit pour comprendre que les changements climatiques posent et poseront encore des défis entièrement nouveaux aux habitant·e·s du Ferlo. Aussi,

l'EPER et le CERFLA continueront de soutenir des personnes comme Fatimata Ba dans leurs efforts pour stabiliser leurs moyens de subsistance et faire face aux chocs climatiques et économiques. Mais cela ne suffira pas : selon les prévisions climatiques actuelles, dans 50 ans, deux milliards de personnes dans le monde vivront dans des régions beaucoup trop chaudes. Le Sahel, et donc le Ferlo, fait partie de ces régions. L'adaptation à ces défis globaux nécessite non seulement des projets dans les régions concernées, mais aussi des mesures résolues à l'échelle mondiale dans le but d'empêcher une augmentation dramatique des températures.

Texte Corina Bosshard

Photos Christian Bobst

Plus d'informations :

↳ www.eper.ch/nouvelles-perspectives



Gestion et maintien des pâturages

Dans le Ferlo, la concurrence pour les ressources naturelles, de plus en plus rares, ne cesse d'augmenter et entraîne des conflits autour des pâturages, de la terre et de l'eau. Conformément à la législation sénégalaise, l'utilisation et les répartitions des terres au niveau des communautés doivent être réglementées. Toutefois, pour ce faire, des règles approuvées par toutes et tous sont nécessaires. Aussi, le CERFLA accompagne depuis plusieurs années des communautés du Ferlo dans l'élaboration de conventions foncières locales. Ces règles sont négociées et appliquées, dans le cadre d'un processus participatif, par des représentant·e·s de tous les groupes concernés : les sédentaires, les nomades, les autorités chargées des forêts et de l'eau. Des panneaux spécifiant les différentes zones, les couloirs de transhumance et les règles de comportement sont également installés. Jusqu'à présent, les résultats sont encourageants dans les communautés qui ont adopté une convention.

Au niveau national, le lobbying initié par le CERFLA pour défendre les intérêts des Peul·e·s a déjà porté des fruits. Ainsi, les 85 000 ha du ranch de Dolly, dans le Ferlo, ont été réservés exclusivement à l'élevage et sont devenus une zone clé pour les éleveuses et les éleveurs nomades et leurs troupeaux.



« Les compétences seront toujours là »

Amadou Gueye est agronome et travaille comme directeur pays pour l'EPER au Sénégal. Dans un entretien, il nous explique son rôle, ses motivations et sa vision de l'avenir du pastoralisme nomade au Sénégal.

Amadou, tu travailles depuis douze ans déjà comme directeur pays de l'EPER au Sénégal. Quel est ton rôle ?

Je représente le bureau de l'EPER au Sénégal devant le gouvernement et les autorités des régions où nous intervenons. Je coordonne également le programme pays de l'EPER au Sénégal en collaboration avec nos organisations partenaires. Actuellement, l'EPER travaille avec six organisations sénégalaises sur différents points clés du programme pays.

Quels sont ces points clés ?

Le premier consiste à garantir l'accès à la terre des communautés paysannes et des éleveuses et des éleveurs nomades. Le deuxième à soutenir les communautés dans la gestion des ressources naturelles. Enfin, le troisième domaine concerné est l'amélioration des revenus des personnes, notamment grâce au développement de chaînes de valeur ajoutée. Le programme du CERFLA porte sur ces trois domaines.

L'EPER et le CERFLA entretiennent un partenariat de longue date.

Oui. À la fin des années 1990, nous étions les premières ONG à intervenir dans le Ferlo. À l'époque, les conditions étaient très difficiles. Il n'y avait pas de routes, pas d'écoles, pas de soins médicaux. Souvent, lorsque nous arrivions dans les villages, nous devions d'abord nous occuper des urgences médicales, par exemple évacuer en voiture une femme enceinte, avant de pouvoir parler du projet.

Le CERFLA se consacre à la lutte pour le maintien du pastoralisme nomade au Sénégal. L'élevage des Peul·e·s a-t-il encore un avenir en ces temps de réchauffement climatique ?



« À la fin des années 1990, nous étions les premières ONG à intervenir dans le Ferlo », dit Amadou Gueye.

On oublie souvent que c'est cet élevage qui fournit les centres urbains du Sénégal en produits laitiers et en viande. L'évolution de l'élevage dépendra du soutien de la politique sénégalaise et de la capacité des Peul·e·s à faire entendre leurs préoccupations.

Quelles sont tes motivations ?

Quand je vois que, grâce à notre soutien, quelqu'un qui ne savait pas lire ni écrire s'engage pour le développement local ou exerce des fonctions publiques, c'est une fierté. Car, même si je ne suis plus là, les compétences que nous avons développées et renforcées chez les personnes seront, elles, toujours là. On ne peut pas les leur enlever.

Texte Corina Bosshard
Photo Veronique Hoegger

Bonnes nouvelles

UN SUCCÈS POUR L'EPER

La société mère de Socfin sur liste noire

Le travail de l'EPER porte ses fruits : l'Association suisse pour des investissements responsables (ASIR) recommande à ses membres – principalement des caisses de pension – de céder l'ensemble de leurs investissements dans le groupe français Bolloré. Cette recommandation d'exclusion est due à « de potentielles violations des droits humains perpétrées par Socfin, une filiale de Bolloré, au Libéria, en Sierra Leone et au Cambodge ».

Dans un rapport publié en 2019, Pain pour le prochain (aujourd'hui l'EPER) avait critiqué les violations des droits humains en lien avec une plantation d'hévéas appartenant à Socfin, au Libéria, dont la production est vendue par une filiale suisse. Ce rapport a vraisemblablement joué un rôle important dans la décision de l'ASIR.

➤ www.eper.ch/themes/terre-et-alimentation/accaparement-des-terres/socfin



EPER

Nouvelle directrice

Avec la nomination de Karolina Frischkopf, l'EPER sera pour la première fois dirigée par une femme. Âgée de 45 ans, Karolina Frischkopf a suivi des études en relations internationales, économie et sciences politiques. Elle dispose de 18 années d'expérience en direction d'associations et a travaillé pendant 10 ans comme attachée diplomatique au Mexique, à Genève, à Pékin et à Berne. Elle occupe actuellement le poste de directrice adjointe de la Croix-Rouge suisse.

Karolina Frischkopf prendra ses fonctions à l'EPER le 1^{er} mars 2024. Bernard DuPasquier assure la direction ad interim depuis le départ de Peter Merz, fin octobre 2023.

SLAPP

Une alliance contre les « gifles »

SLAPP – acronyme de « Strategic Lawsuits Against Public Participation » – renvoie au terme anglais slap (« gifle » en français). Et ce n'est pas un hasard : cette notion, qu'on appelle aussi « procédure-bâillon », regroupe les actions judiciaires qu'initient notamment les multinationales pour mettre sous pression les journalistes et les ONG en vue d'étouffer dans l'œuf la publication d'enquêtes sur des violations de droits humains ou visant à dénoncer de potentiels actes de corruption, des malversations financières et/ou des dégâts environnementaux.

Une nouvelle alliance de professionnel-le-s des médias et d'ONG – dont l'EPER – souhaite sensibiliser le public suisse à cette problématique. L'association s'engage notamment en faveur d'une meilleure législation afin de mettre un frein suffisamment tôt à de telles procédures judiciaires.

➤ www.alliance-contre-slapp.ch



PLAINTÉ CLIMATIQUE À L'ENCONTRE DE HOLCIM

Assistance judiciaire

En janvier 2023, quatre habitant-e-s de l'île indonésienne de Pari, qui risque de disparaître sous les eaux, ont engagé une action en justice contre le groupe cimentier suisse Holcim. Fin octobre, le tribunal cantonal de Zoug a approuvé la requête d'assistance judiciaire déposée par Asmania, Arif, Bobby et Edi. Pour les quatre plaignant-e-s, il s'agit d'une étape importante de la procédure.

Pour rendre sa décision, le tribunal a examiné la situation financière des plaignant-e-s ainsi que les chances de succès de la plainte. Il est arrivé à la conclusion que les plaignant-e-s étaient « indigents » au sens juridique du terme et que leur cause ne paraissait pas dépourvue de toute chance de succès. Une assistance judiciaire peut donc leur être accordée. Cette décision confirme le droit des personnes des pays du Sud à avoir accès à une autorité judiciaire indépendante en Suisse.

Avec la plainte déposée par les quatre Indonésien-ne-s, c'est la première fois qu'un tribunal suisse examine la possibilité d'établir la responsabilité, en vertu du droit civil, d'un groupe pour sa contribution aux changements climatiques. L'Entraide Protestante Suisse (EPER), le European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR) et l'organisation indonésienne pour l'environnement WALHI soutiennent les revendications des plaignant-e-s travers la campagne « Call for Climate Justice ».

➤ www.callforclimatejustice.org



SAJE

Recours gagné au TAF

Dans un arrêt du Tribunal Administratif Fédéral (TAF) du 23 octobre 2023, le Service d'aide juridique aux exilé-e-s (SAJE) a vu ses efforts pour défendre la reconnaissance d'un statut de séjour stable pour des personnes invalides et/ou en charge de l'éducation de leurs enfants couronnés de succès. Le cas concerne une famille originaire du Yémen arrivée il y a 14 ans en Suisse. Elle n'était pas autonome financièrement, car le père est invalide et la mère s'occupait intégralement de l'éducation de leurs cinq enfants. Alors que leurs enfants sont tous naturalisés, le Secrétariat d'État aux migrations avait refusé le permis B aux parents. L'EPER salue cet arrêt qui tient compte des difficultés particulièrement importantes rencontrées par la première génération de personnes exilées pour s'intégrer complètement au niveau professionnel.

➤ www.eper.ch/medias/recours-gagne-au-tribunal-administratif-federal



La compensation carbone : un leurre

JUSTICE CLIMATIQUE Les droits fonciers des communautés autochtones et paysannes du Sud sont confrontés à un nouveau danger : de plus en plus d'entreprises et d'États promettent de compenser leurs émissions de CO₂. Or, pour ce faire, ils ont besoin d'énormes surfaces de terres.

« Pour chaque article acheté, nous plantons un arbre. » De telles promesses de compensation carbone laissent entendre que nous pouvons retirer le CO₂ émis dans l'atmosphère. On parviendrait ainsi à un équilibre et on atteindrait l'objectif de « zéro émission nette » de gaz à effet de serre dans l'air. Cette approche semble simple, juste et efficace.

Le « zéro net » nécessite trop de terres

Les promesses de zéro émission nette faites par les entreprises et les États alimentent la demande mondiale de terres. Car pour stocker de très grandes quantités de CO₂ émises dans l'air, il faut aujourd'hui d'énormes surfaces de terres : des sols qui stockent le CO₂ ou sur lesquels on peut planter des arbres pour retirer le CO₂ de l'air. Ainsi, pour mettre à exécution les plans des différents gouvernements du monde d'ici 2060, il faudrait utiliser environ 1,2 milliard d'hectares de terres pour fixer le CO₂ – soit l'équivalent de toutes les surfaces agricoles de notre planète !

Tout cela n'est pas une bonne nouvelle pour les personnes qui vivent sur et de ces terres. Car avec les projets de fixation du CO₂, par exemple le reboisement à grande échelle dans les monocultures, les familles paysannes ou éleveuses des pays du Sud perdent déjà trop souvent le contrôle de leurs terres, et donc leurs moyens de subsistance, voire se retrouvent expulsées. Ces personnes ont d'ailleurs à peine contribué à la crise climatique. Elles profitent rarement des projets menés sur leurs terres, alors que les entre-



prises actives sur le marché mondial du carbone et dans le négoce de certificats de CO₂, principalement issues des pays du Nord, en bénéficient largement. Résultat : les injustices se renforcent à long terme. Les droits fonciers, et par extension les droits humains des communautés du Sud, sont menacés. Qui plus est, la faim augmente et la biodiversité disparaît.

Les droits humains : les laissés-pour-compte de la protection du climat ?

Gare aux solutions simples censées résoudre la crise climatique : bien souvent, elles s'appliquent aux dépens des populations locales et indigènes, qui doivent lutter de manière acharnée pour leurs terres.

En collaboration avec les personnes concernées et les organisations partenaires locales, l'EPER documente les cas de violation des droits fonciers et aide les communautés à revendiquer leurs droits. L'organisation s'engage également au niveau politique afin que la Suisse réduise ses émissions de CO₂ de manière juste et en respectant les droits humains.

Texte Silva Lieberherr et Anna Haselbach
Graphisme Daniel Röttele/infografik.ch

Plus d'informations sur le contexte :

➤ www.eper.ch/compensation-carbone-droits-fonciers



Le casse-tête de l'accès aux droits sociaux

INCLUSION Dans un système complexe où les institutions n'ont pas toujours les connaissances et les bons réflexes face à des parcours atypiques liés à la migration, l'EPER lance un projet pilote avec le soutien des pouvoirs publics pour accompagner les personnes éligibles aux droits sociaux. Plongée dans les méandres d'un cas pour mieux cerner les enjeux.

Si l'article 12 de la Constitution suisse garantit à tous les citoyen-ne-s dans le besoin une aide pour pouvoir continuer à vivre dans la dignité, le non-recours aux prestations sociales est, dans la réalité, préoccupant. À tel point que les cantons et les communes l'ont inscrit à leur agenda politique. Nombre de personnes éligibles à une prestation sociale, financière ou non, n'en bénéficient pas in fine. Les

raisons sont multiples : l'ignorance de l'existence de telles prestations, l'incapacité à faire aboutir des démarches complexes, l'omission ou l'inadéquation des informations de la part des préposé-e-s aux prestations ou encore la peur, la honte ou la méfiance.

Comme le constate fréquemment EPER Âge et Migration, une grande partie des personnes migrantes âgées, du fait de

vulnérabilités souvent inhérentes à leur parcours de vie, sont particulièrement prédisposées à tomber dans l'une ou plusieurs de ces catégories de non-recours. « Le système d'assurances sociales dans son ensemble et les procédures administratives sont trop complexes et ne permettent souvent pas à ce public d'accéder à ces prestations », explique Elma Hadžikadunić, responsable du programme.

Marcia Neves Pereira de l'EPER accompagne les migrant-e-s âgés éligibles à une prestation sociale.

Démarrage du projet pilote Phase

Lancé dans le cadre du programme cantonal Vaud pour vous, EPER Phase soutient des personnes de 50 ans et plus lors de transitions complexes en fin de carrière. Il les accompagne dans leurs démarches administratives en proposant une vision globale de leur situation, un suivi socio-administratif complet et une coordination entre les actrices et les acteurs du réseau socio-sanitaire vaudois. Une trentaine de cas seront suivis et un rapport permettra d'identifier les obstacles rencontrés. Dans un deuxième temps, Phase réunira les différents actrices et acteurs concernés pour discuter de solutions permettant une simplification du système.





Soins et aide à la gestion du quotidien pour les personnes âgées en Europe de l'Est

En Roumanie, en Serbie et en Ukraine, l'EPER soutient les personnes âgées et malades grâce à des offres de soins à domicile. Des aides-soignant-e-s rendent régulièrement visite à des personnes, dont certaines vivent à la campagne dans des conditions très modestes. Ils leur prodiguent des soins de base et les aident dans leur vie quotidienne. Nombre de personnes âgées vivent seules et souffrent d'isolement, car leurs enfants ont émigré en ville voire ont quitté le pays afin de trouver un emploi. Le personnel soignant prend donc toujours le temps d'écouter les préoccupations et les attentes de leurs patient-e-s

Soutenez sur le long terme les personnes âgées en Europe de l'Est grâce à un parrainage. Plus d'informations à ce sujet sur les deux dernières pages du magazine et sur :



cinq professionnel-le-s différents pour que M. Santos touche enfin la rente à laquelle il avait pourtant droit dès le départ. « Au vu des coûts générés, du nombre d'actrices et d'acteurs impliqués et des inégalités supplémentaires créées, il convient de mener une analyse globale pour pouvoir à terme mieux coordonner les personnes impliquées afin d'améliorer l'accessibilité aux droits sociaux », résume Elma Hadžikadunić.

Texte Joëlle Herren Laufer

Photos Mathieu Rod/Christian Bobst

Plus d'informations :

↳ www.eper.ch/
age-et-migration



L'exemple de M. Santos, un Portugais de 57 ans, est à ce titre illustrant. Parti travailler dans des pays européens il y a 12 ans pour subvenir aux besoins de sa famille restée au Portugal, il est arrivé en 2017 en Suisse, où, doté d'un permis de travail B, il alterne les emplois précaires dans la construction. En 2022, il doit interrompre son activité professionnelle pour des raisons de santé. À cause des contrats dits « atypiques » qu'il a eus pendant cinq ans en Suisse, il ne peut prétendre qu'à quelques mois d'assurance perte de gains, puis à six mois seulement de chômage, car son état de santé le rend inapte au placement. M. Santos se retrouve donc sans revenu et dans l'incapacité de payer son loyer ou de subvenir à ses besoins vitaux.

Errance administrative

C'est là que commence sa galère administrative. Au vu de son âge, de son parcours

et de sa situation financière, il semble éligible à une rente-pont, une assurance sociale cantonale pour les personnes en fin de droit qui ont plus de 60 ans, afin d'éviter qu'elles ne se retrouvent à l'aide sociale. Mais la commune qui le reçoit en premier lieu n'en fait pas la demande. Il va ainsi passer six mois de service en service pour tenter d'obtenir une aide. Il est prié de présenter une série de documents officiels du Portugal, notamment en lien avec la maison familiale de son épouse. Cela complexifie ses démarches et rallonge le temps d'attente.

Difficulté à remplir soi-même les documents

M. Santos peine à remplir les différents formulaires et demandes et abandonne sans donner suite. Il est toujours privé de revenu et d'aide, alors que son état physique et psychologique se dégrade. Sa situation devient critique. L'infirmière qui le soigne à domicile donne l'alerte. Elle contacte un autre organisme qui reprend l'intégralité du dossier depuis le début. Après plusieurs rendez-vous avec M. Santos, des appels aux précédents professionnels du réseau social impliqués dans sa situation, un soutien pour qu'il dépose une demande d'aide d'urgence, une mise en contact avec les Cartons du Cœur pour obtenir des denrées alimentaires, M. Santos reprend pied et reçoit enfin une aide sociale. C'est à ce moment-là qu'une assistante sociale constate qu'il remplit les conditions pour une rente-pont ! Après de nombreux échanges avec l'institution en charge d'octroyer la prestation, elle se rend avec M. Santos au guichet de sa commune, celui-là même qui n'avait pas donné suite à sa demande, pour que celle-ci soit enfin considérée.

Chute dans la précarité par inadvertance

Il aura fallu des mois d'attente sans revenu, plusieurs heures de consultation et de discussion ainsi que l'intervention de





NEUCHÂTEL

Prix de la citoyenneté aux Nouveaux Jardins

Le 14 novembre 2023, les Nouveaux Jardins de l'EPER à Neuchâtel se sont vu décerner le prix de la citoyenneté, qui récompense chaque année une action solidaire bénéfique pour les habitant-e-s de la ville. Actifs depuis 2016 au Jardin de la Main, avec huit tandems entre des personnes migrantes et des résident-e-s du quartier, les Nouveaux Jardins recevront ainsi CHF 5000. Cette somme servira à créer des terrasses pour optimiser la parcelle actuellement en pente. De quoi réjouir les participant-e-s au projet, qui tissent des liens tout en jardinant.

ÂGE ET MIGRATION

Expo sonore visuelle à Lausanne

La Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL) accueille une exposition réalisée par les photographes Mathieu Rod et Mathieu Martin. Elle offre la possibilité de plonger au cœur des ambiances sonores et visuelles vécues dans les ateliers de préparation à la retraite, les suivis socio-administratifs ou les activités récréatives proposés par EPER Âge et Migration à des personnes migrantes de 55 ans et plus depuis plus de 10 ans. Cette exposition s'inscrit dans le cadre des 20 ans du Forum national âge et migration, dont l'EPER assure la vice-présidence.

Exposition du 28 novembre au 22 décembre 2023 à la HETSL, Chemin des Abeilles 14, 1010 Lausanne, Bâtiment B.

PLANIFIER SA SUCCESSION

Penser à demain

« Je peux dormir tranquille, depuis que tout est réglé. » Voici une phrase que nous avons entendue à diverses reprises de la part de donatrices et de donateurs qui ont rédigé leur testament et réglé les questions y relatives. La famille est au clair, il n'y aura pas de dispute. La sérénité et le soulagement se font sentir dans la voix, tout comme la joie de vivre l'instant présent.

Est-ce si simple ? Est-ce que ces questions ne se règlent pas seul-e en Suisse ? N'est-ce pas trop tôt pour faire un testament ? Voici les questions que nous entendons. Nous pouvons y répondre avec vous en toute confidentialité dans un climat de confiance. N'hésitez pas à me contacter pour en discuter librement.

Pour obtenir des informations actualisées, veuillez contacter :

↳ Anne-Marie Fuchsluger
anne-marie.fuchsluger@eper.ch
www.eper.ch/testament



ALLIANCE SUD

Renforcer la coopération au développement

La coopération internationale (CI) est sous pression sur le plan politique. En effet, dans sa stratégie 2025–2028, le Conseil fédéral prévoit de puiser dans les fonds consacrés à la CI les ressources financières nécessaires pour reconstruire l'Ukraine. Cela conduirait à une diminution des fonds disponibles pour le Sud frappé par les crises.

Le centre de compétence suisse pour la coopération internationale et la politique de développement Alliance Sud, dont l'EPER fait partie, entend renverser la vapeur. Avec pour slogan « Soyons solidaires maintenant – renforçons la coopération au développement », il informe le grand public sur l'impact du travail d'organisations comme l'EPER et l'amélioration des conditions de vie de millions de personnes ainsi réalisée

dans les pays du Sud. En outre, les personnes intéressées peuvent formuler sur le site dédié un message personnel de soutien et le partager sur les réseaux sociaux.

↳ www.soyons-plus-solidaires.ch



Offrir un cadeau, c'est bien. Offrir un cadeau qui a du sens, c'est encore mieux.



Escalier en bambou

Depuis 2017, près d'un million de membres de la minorité rohingya vivent dans le plus grand camp de réfugié-e-s au monde, situé au Bangladesh. Chaque année, la mousson rend les chemins vallonnés glissants et dangereux, et abîme les huttes en bambou. Afin d'améliorer la sécurité des abris et des accès, l'EPER met du matériel de construction à disposition et stabilise les chemins, notamment en installant des escaliers en bambou.

CHF 750

Microphone

La station de radio « La Voz de Zacata Grande » est diffusée depuis plus de 20 ans au Honduras. Elle permet aux habitant-e-s de la presqu'île de Zacata Grande de défendre leurs terres face aux grands propriétaires fortunés. Car la population est régulièrement la cible d'attaques. La station de radio relate ces événements. Ainsi, l'élite corrompue a plus de mal à ignorer les intérêts de la population locale.

CHF 100



Essaim de coccinelles

Un essaim de coccinelles peut exterminer plus de 100 pucerons par jour. Ainsi, ces petites bêtes ne doivent pas leur popularité qu'à leurs jolies couleurs, mais aussi à leur utilité dans les jardins biologiques. L'EPER loue des jardins communautaires dans de nombreuses régions de Suisse, qui permettent aux personnes de différentes origines de nouer des liens en toute simplicité. Une expérience enrichissante et conviviale.

CHF 30

Caisse

C'est dans la nature que la population du Cerrado trouve ses trésors. En effet, cette énorme savane située au cœur du Brésil abrite près d'un tiers de la biodiversité du pays. En transformant des produits naturels en purée de fruits, en barres de céréales, en liqueur ou en remèdes naturels, les habitant-e-s génèrent une plus-value qui permet de faire rentrer de l'argent dans les caisses. Soutenue par l'EPER, la coopérative Grande Sertão les aide en fournissant des moyens de production et en ouvrant des canaux de distribution. Grâce aux revenus dégagés, les personnes concernées peuvent garantir leur existence et préserver leur mode de vie traditionnel.

CHF 200



Nous avons plein d'autres cadeaux qui ont du sens en réserve.

Vous pouvez désormais choisir entre un certificat papier, envoyé par la poste, et un certificat numérique, adressé par e-mail, que vous pouvez personnaliser directement depuis votre ordinateur.

↳ www.offrir-son-aide.ch



Soins pour les personnes âgées en Europe de l'Est

En tant que marraine ou parrain, vous offrez des soins et de l'attention à des personnes malades qui se retrouvent isolées.



Dans les régions rurales d'Europe de l'Est, de nombreuses personnes âgées sont livrées à elles-mêmes. En effet, les jeunes ont migré vers les villes ou ont quitté le pays afin de trouver un emploi. L'accès aux soins est difficile, et à part une maigre retraite, l'État n'offre aucun soutien. En Ukraine, nombre de seniors ne sont pas en mesure de quitter le pays.

Sur le modèle des soins à domicile suisses, des aides-soignant-e-s rendent visite à ces personnes isolées. Ils leur prodiguent des soins de base, les aident à tenir leur logement et écoutent leurs préoccupations.

Traitement des plaies

Des formations régulières permettent d'augmenter la qualité des soins. Des spécialistes suisses en soin des plaies ont par exemple formé des aides-soignant-e-s roumains, les ont accompagnés lors de leurs visites à domicile et leur ont donné des conseils pour les cas particulièrement complexes, afin qu'ils puissent mettre en pratique leurs nouvelles connaissances.

Parrainage pour une bonne cause

Votre parrainage est le gage d'une aide durable et sûre. Pour CHF 1 par jour seulement, vous offrez un soutien constant, pendant au moins un an, à une cause qui vous tient à cœur. Vous trouverez davantage d'informations sur les différents parrainages de l'EPER sur notre site internet.

Vous êtes intéressé-e ?

Je m'occupe volontiers personnellement de votre inscription au parrainage.

Contactez-moi
par téléphone au
021 613 40 80
ou par e-mail à l'adresse
parrainages@eper.ch

Je serai ravie de vous fournir de plus amples informations.

Un grand merci !



S. Bovio

Simone Bovio

Si vous souhaitez régler votre parrainage dès maintenant à l'aide du bulletin de versement figurant en quatrième de couverture du magazine, vous recevrez les documents y afférents dès réception du paiement.

Plus d'informations sur le parrainage

« Prise en charge des personnes âgées » :



Nos projets en faveur des personnes socialement défavorisées :



En plus des soins et de l'aide au quotidien qu'ils fournissent, les aide-soignant-e-s prennent toujours le temps d'écouter les soucis des personnes âgées, souvent isolées, qu'ils accompagnent.

Oui, je participe avec un don

Oui, je m'engage avec un parrainage

Merci pour votre précieux soutien!

Bulletin de versement avec code QR pour les dons par e-banking, Mobile Banking, TWINT ou au guichet de la poste.



Récapitulé

Compte / Payable à
CH61 0900 0000 1000 1390 5
EPER Entraide Protestante Suisse
Siège romand
1001 Lausanne

Payable par

Montant
CHF 90.00

Point de dépôt



Section paiement



Monnaie
CHF Montant
CHF 90.00

Compte / Payable à
CH61 0900 0000 1000 1390 5
EPER Entraide Protestante Suisse
Siège romand
1001 Lausanne

Informations supplémentaires
contribution trimestrielle CHF 90.- parrainage
"Prise en charge des personnes âgées"

Payable par

Récapitulé

Compte / Payable à
CH61 0900 0000 1000 1390 5
EPER Entraide Protestante Suisse
Siège romand
1001 Lausanne

Payable par

Montant
CHF

Point de dépôt



Section paiement



Monnaie
CHF Montant
CHF

Compte / Payable à
CH61 0900 0000 1000 1390 5
EPER Entraide Protestante Suisse
Siège romand
1001 Lausanne

Informations supplémentaires
223106 - Agir 4/2023

Payable par

Avec CHF 160, vous permettez p. ex. d'acheter deux déambulateurs à des personnes âgées en Serbie.



Avec CHF 250, vous soutenez p. ex. le coaching en ligne d'aides-soignant·e·s roumains par des spécialistes suisses en traitement des plaies.



Avec CHF 360, vous offrez p. ex. des visites régulières d'aides-soignant·e·s, pendant un mois, à huit personnes nécessitant des soins en Ukraine.